

PRÉFET DE L'OISE

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION  
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX  
CONCERNANT**

**LA CRÉATION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER  
COMMUNE DE NOGENT SUR OISE**

DOSSIER N° 60-2016-00060

Le Préfet de l'Oise  
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU l'arrêté de subdélégation du 8 janvier 2016 donnant délégation de signature à M Thomas Landorique, Ingénieur de l'Agriculture et de l'Environnement, responsable du bureau Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires de l'Oise ;

VU le dossier de déclaration déposé le 22 août 2016 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 23 août 2016, présenté par la société NEXITY, enregistré sous le n° 60-2016-00060 et relatif à la création d'un ensemble immobilier sur le site Montupet ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**  
**SCI NOGENT SUR OISE DOMAINES**  
**25 allée Vauban**  
**59 110 LA MADELEINE**

concernant **la création d'un ensemble immobilier sur le site Montupet** dont la réalisation est prévue dans la commune de Nogent-sur-Oise sur les parcelles cadastrées AY 2 à 7, 16, 62, 79 à 82, 269, 270, 297 et 299.

La surface totale du projet est de 3,71 Ha. La gestion des eaux pluviales a été prévue pour une pluie de retour 10 ans de la façon suivante :

Bassin Versant	Superficie (m <sup>2</sup> )	Coefficient de ruissellement	Volume à stocker (m <sup>3</sup> )	Type d'ouvrage	Volume stocké sur les toitures (m <sup>3</sup> )	Volume stocké dans bassins/noues d'infiltration (m <sup>3</sup> )
BV1	2330	0,65	62,68	Toiture terrasse et bassin enterré en cailloux	19,64	43,04
BV2	2589	0,62	66,45	Toiture terrasse et bassin enterré en cailloux	23,17	43,28
BV3	1727	0,28	19,64	Infiltration directe sur espace vert		
BV4	1978	0,61	75,18	Toiture terrasse et bassin enterré en cailloux	25,69	49,49

BV5	7107	0,64	186,8	Toiture terrasse et bassin enterré en cailloux	48,27	138,53
BV6	1747	0,68	48,94	Toiture terrasse et bassin enterré en PVC	19,11	29,83
BV7	2650	0,68	73,78	Toiture terrasse et bassin enterré en cailloux	25,55	48,23
BV8	383	0,46	7,17	Infiltration directe sur espace vert		
BV10	3331	0,26	35,16	Infiltration directe sur espace vert		
BV11	1835	0,65	48,83	Toiture terrasse et bassin enterré en cailloux	9,48	39,35
BV12	2847	0,75	87,49	Toiture terrasse et bassin enterré en cailloux	20,72	66,77
BV13	857	0,68	23,83	Bassin enterré en cailloux		23,83
BV V1	1742	0,84	60,36	Noue et bassin enterré en PVC		60,36
BV V2	2299	0,79	78,85	Noue et bassin enterré en cailloux		78,85
BV V3	2153	0,61	53,66	Noue		53,66
BV V4	299	0,9	11,07	Noue		11,07
<b>Total</b>	<b>36881</b>	<b>0,61</b>	<b>939,89</b>		<b>191,63</b>	<b>686,29</b>

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration 3,71 ha	

**Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé.** Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de Nogent sur Oise où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de l'Etat durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de un an à compter de la date de notification de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

**Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.**

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

À Beauvais, le 24 août 2016

**Pour le Préfet de l'Oise et par subdélégation,  
Le Responsable du Bureau Police de l'Eau de la  
Direction Départementale des Territoires**



**Thomas LANDORIQUE**

